



Faut-il entonner le chant des pactisans ?

« Il y a des pays où les gens au creux des lits font des rêves ... »

Agent, entends-tu les paroles d'évangile qui se déchainent ? :

« Videz vos tiroirs, fermez définitivement vos applications, you are fired ». C'est la DGFIP qu'on assassine, 20 000 suppressions d'emplois sont pressenties d'ici 2022.

Autant dire que tout doit disparaître : cadastre, SIP, agents des finances. L'heure n'est plus aux demi-mesures ! Le grand prêtre-roi des ordonnances a parlé ! Nous ne laisserons pas la France dans son déficit budgétaire abyssal de 67 milliards d'euros !

NDLR : les derniers cadeaux fiscaux consentis aux nantis tels la suppression de l'ISF, la création du CICE et de la « flat tax », représentent déjà chaque année plus de 50 milliards d'euros, autant de manque à gagner pour le budget de l'État, cherchez l'erreur !

Pas d'état d'âme donc. Alors reprenons en cœur la litanie médiatique : les nombreux fonctionnaires grèvent le budget de l'État. Il faut donc dégraisser la bête et le budget de l'État se portera mieux ! Ne laissons pas ces nantis de fonctionnaires prendre la France en otage par leurs grèves !

Appliquons donc servilement à la DGFIP cette ultime réforme directoriale de suppressions de postes qui oublie une nouvelle fois les conséquences pour les « petits » serviteurs de l'État sans rosette ni serviette, ces agents qui font le service public.

Est-ce que cela veut dire que pour la vision comptable du gouvernement, nous, agents de l'Économie et des Finances, ne sommes pas source de richesses ?

Défendre son travail et les missions de service public serait dépassé car, nous dit-on, le monde

aurait changé, il faudrait se réformer, il n'y aurait pas d'alternative ? Pas d'alternative au libéralisme ?

Et il faudrait reprendre cette vieille rengaine thatchérienne de régression sociale des années 1980 ? Quand on voit où cela a conduit le transport ferroviaire britannique !

Oui, si un monde a beaucoup changé, c'est bien celui de l'argent ! Une infime minorité, celle des plus riches, très représentée au sein de l'actuel gouvernement, se goinfre de plus en plus aux dépens du reste de la population.

Faut-il façonner un service public et un monde du travail malléable et au service du monde de la fortune et de la finance ?

« Ami, entends-tu les cris sourds du pays qu'on enchaîne ? ... »



Vers l'affectation au bon vouloir de la direction locale

Le dernier groupe de travail national sur l'affectation nationale au département annonce la fin des garanties des agents. En effet, les fiches expliquant cette nouvelle règle remettent en cause le délai de séjour ainsi que le poste d'affectation des agents.

La Direction locale pourra donc passer outre la mobilité choisie par les agents et la règle de l'ancienneté en imposant ses postes « prioritaires » à pourvoir.

De fait, créer deux systèmes de mutation, différenciant les agents déjà affectés dans le département de ceux voulant entrer dans le département, instaure une inégalité de traitement des agents sur le territoire. Cela afin de gérer la pénurie du personnel liée aux

suppressions d'emplois et à l'importance des postes vacants.

En remettant cela en lien avec les idées CAP2022 (comme la mise sous tutelle de la gestion du service des Relations Humaines de la DGFIP aux préfets) et l'annonce de 20 000 suppressions d'emplois dans notre Direction, il n'est pas faux de penser que la remise en cause des droits et des garanties des agents préfigure le démantèlement de notre administration.

La CGT exige fermement l'abandon de la départementalisation des affectations, prémices à la casse des droits et surtout des garanties des agents de la DGFIP !

Continuons la lutte !

LANCEURS D'ALERTE À LA DGFIP

Dans sa fonction régaliennne, l'État a besoin de données géographiques de référence et certifiées pour exercer ses attributions en matière de défense, de sécurité, de fiscalité, de protection de l'environnement, de transports... Ces informations constituent les « données souveraines »

Un tract syndical a circulé sur le réseau, faisant état des liens très étroits entre la société Worldline, dont les principaux dirigeants sont d'origine ex-DGI et le monde des données souveraines.

Le Directeur Général s'étonne des interprétations hâtives qui en ont été faites. Pourtant les faits sont là et portés dans les procès-verbaux des conseils d'administration de l'IGN.

Pour mémoire, Nicolas Hulot a confié une mission à une parlementaire LREM pour étudier l'articulation et le rôle entre les différents acteurs, producteurs et collecteurs de métadonnées géographiques. Ainsi les organisations syndicales de l'IGN ont été conviées à s'exprimer alors même que la DGFIP et son cadastre n'avait pas connu cet honneur. La demande d'audience n'a pas eu de suite mais a été prise en compte et un contact a été instauré avec les collègues de l'IGN.

CAP 2022 est un projet certainement plus avancé que ce que l'on laisse entendre dire et les preuves se retrouvent entre autres dans les compte-rendus évoqués ci-dessus.

Contrairement à ce que certains pouvaient dire lors des différentes commissions dites « paritaires » les bureaux les plus concernés de la DGFIP assistent bien aux réunions et interviennent même au nom de l'administration. Ainsi la mise en concordance de tous les plans cadastraux pour réaliser ce qui est appelé le continuum géographique pour, à terme, déboucher sur la RPCU (représentation parcellaire Cadastre unique) est un chantier déjà bien engagé dans certains départements du territoire en expérimentation et en lien étroit avec l'IGN. Or cette expérience ne se déroule pas dans des conditions attendues et le constat est que cette tâche s'avère bien plus complexe et fastidieuse qu'il n'y paraît avec les moyens actuellement alloués.

Ainsi l'IGN missionné pour être le référent de la donnée géographique et ayant pour objectif de constituer un projet d'établissement sur le sujet a décidé de mettre la société WORLDLINE sur le coup. Quand on sait qui se cache derrière, c'est trivial, la DGFIP vend le Cadastre au privé mais pas n'importe lequel. Il fallait juste y penser et certains l'ont fait : il suffisait juste de dénigrer les errances provoquées par les manques de moyens et le manque de volonté d'une politique forte en pointant du doigt un système qui dans la même séance du Conseil d'Administration a été loué ! Cela ne vous évoque rien ? Le procédé peut être décliné à de multiples domaines, qu'on se le dise...

FISCA CONCORDIA

Est-il besoin de rappeler le drame qui eût lieu en 2012 au large de Giglio ? Quel rapport avec le paquebot de Bercy ?

Le Capitaine avait rapidement quitté le navire par les airs et semblait ignorer le drame qui se déroulait tandis que les naufragés se débattaient avec les éléments. Comme à bord du funeste paquebot, nos capitaines de la DGFIP organisent des FipLab pendant que les agents se débattent avec les urgences et les usagers. L'article paru dans Ulysse fait peur ou fait rire...

On y retrouve toutes les recettes de mauvais goût et les faux pas à ne pas reproduire édictés dans toutes les bonnes écoles. En gros, il ne fallait pas l'écrire cet article car il suscite plus l'inquiétude que le sérieux malgré tout le « serious game » mis en œuvre. « Atelier d'Idéation », « Hackathon », « data

visualisation », « data scientifique », autant de termes, anglicismes et néologismes dont on se passerait bien dans les circonstances actuelles. Bref les gars croisent des fichiers pour en tirer des ratios et des chiffres auxquels ils prêtent une attention particulière et il faudrait crier aux génies. Pour cela ils utilisent des penseurs imminents et on leur donne accès à toutes les sources pour concaténer des données. Ils le font en deux jours par mois avec une unité réduite en nombre. Un Copernic beaucoup plus concret, ciblé et surtout moins coûteux !

Messieurs, de grâce épargnez-nous d'articles aussi futiles dans des espaces de communication. Le seul « serious game » que vous puissiez envisager serait sans doute d'être beaucoup plus prévenants et présents auprès de vos agents.

Militer

- Dis-moi camarade, tu ne voudrais pas militer un peu plus au sein du syndicat ?
- An non, être syndiqué d'accord, mais militer ... C'est pas pour moi.
- Oh, tu sais, militer ce n'est pas forcément aller battre le pavé en brandissant des pancartes.
- Militer, c'est faire vivre un panneau syndical,
- Militer, c'est faire circuler le dernier tract du syndicat,
- Militer, c'est être un relais sur son site,
- Militer, c'est aider à la préparation d'une réunion,
- Militer, c'est aider à la collecte des cotisations,
- Militer, c'est rédiger un article pour la Cigogne, et la liste est loin d'être exhaustive.
- Ah ouais ! Je ne voyais pas ça de cet angle-là.

Voilà, juste une petite brève pour vous rappeler que toute bonne volonté est la bienvenue au sein de notre section syndicale.

Militer n'est pas l'apanage de quelques-uns mais bien l'expression du syndicat et des syndiqués qui en font la force et la richesse.

Inspiré du Billet de Tata Jacqueline paru dans le Mag Syndical n°26 de février 2018

Brève

En 4 ans, Carrefour a touché 2 milliards d'euros de CICE (Crédit Impôt Compétitivité Emploi), supposé soutenir l'emploi en offrant un crédit d'impôt aux entreprises qui payent leurs salariés au SMIC ou légèrement au-dessus. Pendant ces mêmes quatre années, la société a versé 500 millions d'euros à ses actionnaires et a supprimé 2 500 emplois.

Si vous faites le calcul, vous remarquerez vite qu'avec 2 milliards, on aurait pu payer les 2 500 salariés supprimés 30 000 € par an pendant 26 ans.

CICE, financement de plans sociaux ?

OTAGES

GREVE DES CHEMINOTS :

LES BOVINS EN COLERE



1er MAI Manif Intersyndicale
STRASBOURG place de Lattre de Tassigny
Bourse 10h00